

Le BULLETIN ne publie que les manuscrits acceptés par les SECTIONS et communiqués par les SECRETAIRES.

### VERSAILLISTES ET COMMUNIERS.

Si nous jetons un coup d'oeil sur ce qui s'est passé entre les chefs de la Commune et ceux de Versailles, nous y voyons trois choses qui empêchent toute réconciliation entre eux.

La première, c'est que M. Thiers croit que la France sera si heureuse d'être gouvernée par lui et les siens, que, dût-elle payer ce bonheur de la vie de cent mille de ses enfants, ce serait encore à bon marché.

Il ne veut pas que son autorité soit le moins du monde écornée.

La seconde, c'est que les représentants ruraux de Versailles n'ayant jamais vu ce que c'était qu'une République, malgré leur éducation prétendue distinguée, s'imaginent que si Paris et les autres villes importantes de France discutaient librement leurs intérêts locaux, éliaient leurs maires et leurs chefs de gardes nationales, la France en mourrait; bien qu'ils aient sous les yeux l'exemple de la Suisse et des Etats-Unis, qui se portent assez bien.

La troisième, c'est que tout en parlant de générosité, les Versaillistes se préparent à frapper les quelques hommes d'énergie que les Parisiens ont élus pour diriger le mouvement communal.

Maintenant entre ces deux pouvoirs rivaux, il y en a un troisième, celui du journalisme, qui, dirigé neuf fois sur dix par tout ce qu'il y a dans la canaille française de plus corrompu et de plus infect, pousse les citoyens à s'entr'égorgés, en montant et en répandant contre les travailleurs insurgés les plus indignes calomnies.

Les soldats sont redevenus des héros, depuis qu'ils égorgent les habitants de Paris " qui n'ont pas eu l'honneur d'appartenir à l'armée régulière, — c'est M. Thiers, lui-même, qui l'a dit, — mais à l'atelier, à l'industrie".

Fameux héros, en effet, que ces braves de l'armée régulière qui ont fui devant les Prussiens, et se sont fait faire prisonniers par centaines de mille à la fois. Honte impossible à laver!

Nous ne savons pas ce que l'avenir réserve à la France, la guerre civile une fois terminée; seulement nous affirmons que la Révolution de Paris, mieux comprise dans six mois qu'aujourd'hui, sera le point de départ d'une nouvelle révolution municipale et la pierre angulaire de la fédération des peuples dans l'avenir.

### LA REVOLUTION SOCIALE

EN 1871.

La Révolution du 18 Mars 1871 a-t-elle une signification?

D'où vient-elle?

Où va-t-elle?

Voilà ce que les républicains doivent savoir sous peine de tomber dans la réaction et de se trouver en compagnie des Thiers, des Guizot, des réactionnaires, des Jésuites et de tous ceux qu'ils ont combattu toute leur vie.

Si la Révolution du 18 Mars n'a pas sa raison d'être dans le mouvement de l'esprit humain, les monarchistes ont raison; nos élus sont nos maîtres, ils peuvent nous accorder nos droits ou nous les supprimer selon leur bon plaisir. Travaillons à organiser le parti de l'Ordre, et soufflons sur tout ce qui peut troubler la

quiétude et la prospérité de nos chefs.

Si, au contraire, la Révolution de Paris a sa raison d'être, tous les hommes des vieux partis doivent être condamnés, et la logique ne tardera pas à mettre son jugement à exécution, fut-elle même vaincue encore dans la plus juste et la plus puissante de ses manifestations actuelles.

Pour bien dégager la question, nous allons la prendre de haut, car elle n'est rien moins, selon nous, que le premier succès d'une nouvelle évolution de l'Egalité dans notre milieu social.

Lorsque l'Egalité fit son entrée dans le monde, le monde payen qui en était la négation vivait parfaitement que s'il ne la traitait pas, il allait être tué par elle. On répandit le sang de plus de deux cent mille victimes qu'on appela alors Galiléens, Nazarenes, Palétiens, Chrétiens, Crimes inutile! Peines perdues! L'Egalité avait dit aux hommes: vous êtes tous fils du même père, Dieu, ou de la Nature, par conséquent égaux. Cette vérité triompha de tous ceux qui avaient intérêt à la nier.

Nous naissons tous égaux! L'homme est l'égal de l'homme. Plus d'esclavage!

Tel fut le résultat de la première conquête de l'Egalité.

La première victoire est remportée, les hommes sont égaux, cependant on leur interdit la liberté de penser.

Quiconque ose nier ou même douter de ce qu'on enseigne, est coupable d'hérésie et brulé comme tel. L'homme a une conscience; défense lui est faite de l'interroger. Il a une raison; c'est un péché d'orgueil de la suivre. Humilité, soumission, voilà ce que l'ordre social exige!

Pourquoi penser et discuter, disent les chefs, les peuples ne sont-ils pas nos troupeaux, n'ont-ils pas le bonheur de nous avoir pour les diriger et les tondre? Que leur faut-il de plus!

Du reste, que les peuples soient satisfaits ou non, leurs chefs ont la force à leur service, et ils sont prêts à en user au besoin.

Mais, que peut la force contre la raison? Si l'homme est l'égal de l'homme devant Dieu, dit-on, nul autre ne peut l'empêcher de penser et de réfléchir à sa guise.

La raison interroge la foi et la trouve suspecte. Descartes, Bacon, Galilée, Luther et les plus éclairés en font peu de cas. Le doute envahit les esprits, la conscience revendique sa liberté, et l'indépendance de la raison est proclamée.

C'est la seconde conquête de l'Egalité dans le monde.

Cette seconde victoire remportée, l'Egalité marche à sa troisième conquête.

Les princes, les nobles, les gens de robe, de cape et de épée, tous les inutilels enfin, négligent le travail et se croiraient déshonorés s'ils n'occupaient pas, dans la société, un rang supérieur à celui des producteurs.

Pour eux, le travail est un frein, un signe de dégradation et de misère, une honte.

Ils permettent aux travailleurs de prier dans la même église qu'eux et d'assister à la même cérémonie, mais rien de plus. Si un travailleur fait une action d'éclat, de mérite ou de dévouement, sa récompense est illusoire et toute de grâce.

Si au contraire, il commet un crime, un délit, ce n'est ni le même tribunal, ni le même châtiement qui lui est infligé.

Les Encyclopédistes dénoncent une pareille anomalie.

Si les hommes sont égaux devant la naissance et devant la raison, ils doivent l'être devant la loi, ou tout n'est que caprice et injustice.

Le monde qui entend cette bonne nouvelle, en affirme la vérité; et la lutte commence.

Les castes privilégiées, qui se croient légitimes,

orient à l'injustice, menacent, récriminent, puis arrêtent, emprisonnent, tuent, mais en vain; leur temps est passé!

L'Egalité devant la loi gagne toutes les intelligences, le mouvement s'accroît, Bayle, Diderot, Voltaire, Rousseau, Montesquieu marchent à sa tête et le dirigent contre la monarchie.

Diderot, le plus furtif et le plus passionné d'entre eux s'écrie dans un moment d'indignation, que les peuples ne pourront être heureux que lorsque avec les bœufs du dernier des prêtres ils auront fait un laçot pour étrangler le dernier des rois.

Où accepte sa solution? Tous travaillent à détruire l'injustice, sous toutes ses formes et toutes ses manifestations.

La lutte s'engage, Mirabeau, Danton, Vergniaud, Hébert, Marat, Robespierre, St Just, Billard Varennes, Babeuf, Carlier et Jacobin, Girouard et Montagnard combattent pour l'Egalité jusqu'à la mort.

La lutte est terrible, sanglante, cruelle, ils y périssent tous.

Un nouvel ordre de choses se dégage de ce chaos, la Révolution politique s'accomplit et l'Egalité devant la loi est reconnue!

Voilà la troisième conquête de l'Egalité!

Est-ce la dernière?

Non! Il en reste une quatrième: celle de l'Egalité des conditions devant la production, l'échange et la consommation.

C'est celle que la Révolution du 18 Mars a proclamée et qu'elle doit accomplir si elle n'est pas méconnue par les socialistes, et abandonnée des républicains qui, malheureusement, ne veulent, pour l'accomplir, que des noms étrangers à leur tripotage, au lieu d'y voir l'idée qui se sert de tous les éléments qu'elle a sous la main et de tous les dévouements qui s'offrent à elle sans exception, sans s'informer s'ils sont illustres ou obscurs.

Est-ce la première fois que cette égalité de conditions se manifeste? Non. Mais c'est la première fois que Paris, la ville la plus intelligente de la terre, la sanctionne.

Son premier mouvement prit naissance en 1793, au sein du Comité de Salut Public, dans les rapports de Billard Varennes, Robespierre et St Just, qui en périrent; puis elle fut épuisée en 1795 par Babeuf, que les modernes guillotinèrent à Vendôme.

Elle reparut en 1831 et en 1834 à Lyon, lorsque les ouvriers canuts se soulevèrent au cri de: *Vivre en travaillant ou mourir en combattant!*

En 1839 avec Barbès, qui combattait pour l'affranchissement du travail.

En 1848, avec ceux qui criaient: *Du pain ou du plomb.*

Voilà d'où elle vient. Depuis, elle a formé l'*Internationale!* Voilà où elle va!

Si les républicains la méconnaissent, les aristocrates, eux, ne s'y trompent pas; leur instinct de conservation leur fait flairer le danger.

Aussi, voyez quelle haine les princes, les anciens ministres, les diplomates, les magistrats, les officiers, les monarchistes, les journalistes et les prêtres ont contre cette révolution du 18 Mars. Ils en sont tous malades, tous épileptiques. Je le crois bien! Le règne des grands hommes est fini. Les réputations usurpées dégringolent. Plus de place pour leur ambitieuse vanité.

Les journalistes les plus enragés contre les prêtres, pleurent sur leurs églises fermées, comme Guizot le protestant à pleuré sur le sort du pape.

Les magistrats prévaricateurs ont leur sympathie et leur estime.

Les rois, les princes, et les espions qu'on jette à l'eau, sont leurs protégés de prédilection.

Ils seraient tous au besoin pour la République, disent-ils, mais à la condition qu'elle épouserait un de leurs monarques.

Ils ont senti qu'avec la République telle que la veut la Révolution du 18 Mars, il n'y a plus de place pour les rois, rien à espérer en privilèges, en distinctions, en places et autres lucres mal acquis; et ils se sont tous tournés contre l'Égalité des conditions, et ils se sont mis à aboyer contre les Parisiens révolutionnaires.

Heureusement pour le peuple que ce qu'ils disent et font, n'empêchera rien; et qu'ils seront aussi aisément emportés par l'idée, qu'un fétu de paille l'est par Fouragan.

**DIALOGUE**

**entre un journaliste Américain**

et un membre de

**L'UNION REPUBLICAINE DE LANGUE FRANÇAISE.**

**L'Américain.** — Que veulent donc les Parisiens, qu'ils ne se soumettent pas aux lois votées par l'Assemblée de Versailles?

**Le Français.** — Les Parisiens veulent lire les papiers qu'ils aiment, se réunir dans des salons, comme vous le faites à Cooper Institute, à Apollo Rooms et ailleurs, pour y parler des affaires publiques, nommer leurs maires, leurs conseillers municipaux, élire eux-mêmes les chefs de la garde nationale, dans la seule partie, et surtout conserver leurs armes qu'ils ont fait faire et payer, afin que si quelque nouveau despote tente de faire un nouveau coup d'État, on puisse l'en empêcher.

**L'Amér.** — Mais cela est très juste, et il n'est pas possible, à moins d'avoir perdu le sens commun, que l'Assemblée de Versailles ait voulu l'empêcher. Il doit y avoir autre chose!

**Le Fr.** — Comme il ne serait jamais venu à la pensée de vos législateurs d'Albany ou de Washington de supprimer vos journaux, vos clubs, vos meetings, et de vous empêcher de vous armer comme garde civique, vous ne croyez pas que les membres de l'Assemblée en sont capables!

**L'Amér.** — En effet, à moins d'être insensés, ils n'ont pu en avoir l'intention, et cela me paraît d'autant plus impossible qu'ils n'en ont pas le droit.

Les électeurs nomment des députés qu'ils payent pour les servir et non pour les maîtriser et leur enlever leur liberté.

Ici, nos fonctionnaires élus nous valent, dit-on, comme des domestiques qui font danser l'anneau du panier, mais ils savent qu'ils ne peuvent nous ravir aucun de nos droits.

**Le Fr.** — C'est très vrai! Mais malheureusement nos ministres français qui font tout aussi bien danser l'anneau du panier que les vôtres, puisqu'ils se sont tous enrichis, ne croient pas être les serviteurs du peuple mais ses maîtres; et le peuple qui est encore plus bête qu'ils ne sont coquins, le croit également. D'où il résulte que, lorsque le serviteur a fait des sottises, c'est le maître qui est grondé, puni et châtié.

**L'Amér.** — Mais, si cela était comme vous dites, les Français feraient tout au rebours du bon sens.

**Le Fr.** — C'est pourtant ainsi.

**L'Amér.** — Est-ce que Thiers, Dufaure, Favre, Picard, Vinoy et autres sont venus aux États-Unis? Connaissent-ils nos institutions?

**Le Fr.** — Prouvez-vous le supposer? Si ces messieurs étaient venus aux États-Unis et y eussent étudié vos institutions pendant quinze jours seulement, rien de ce qui est arrivé n'aurait eu lieu, rien de ce qui a été fait n'aurait été tenté. Mais pour étudier les institutions des États-Unis, ils sont bien trop orgueilleux et trop chameux; ils ne connaissent pas même les excellentes institutions de la République helvétique leur voisine. — Monarchistes orgueilleux, vaniteux par-dessus tout, est-ce qu'ils s'imaginent qu'il y a quelque chose de bien ailleurs que dans leurs propres cervelles!

**L'Amér.** — Alors vous êtes communiste avec les Parisiens?

**Le Fr.** — Je suis communiste, et pas communiste.

**L'Amér.** — Ah!

**Le Fr.** — C'est-à-dire municipaliste avec les Parisiens, ce qui est bien différent!

**L'Amér.** — Pourquoi les appelle-t-on communistes?

**Le Fr.** — Pour les faire haïr par les paysans à qui on a fait croire que les communistes sont des partageux qui veulent leur prendre leurs terres.

**L'Amér.** — Prendre leurs terres? Pour en faire quoi?

**Le Fr.** — Oh! ils ne vont pas plus loin! le paysan a eu peur, cela suffit. C'est là encore une preuve de

la mauvaise foi des Versaillistes qui savent parfaitement qu'il n'y a pas de communistes en France.

**L'Amér.** — S'il n'y a pas de communistes, il y a des socialistes toujours!

**Le Fr.** — Oui, des hommes qui tiennent compte de la liberté de l'individu en même temps que des intérêts de la collectivité; et qui, en mettant graduellement à la disposition des travailleurs, comme instrument de travail, du capital qui a jusqu'ici été approprié personnellement, cherchent à répartir plus équitablement la richesse sociale. Mais c'est une affaire de temps, et il n'en a pas encore été question dans cette nouvelle levée de bouillottes parisiens; il n'y a rien eu de plus que ce que je vous ai dit.

**L'Amér.** — Vous pensez que si Thiers, Dufaure, Favre, Picard, avaient vécu quelques années parmi nous, ils n'auraient jamais eu l'idée de provoquer les Parisiens?

**Le Fr.** — J'en suis d'autant plus certain que vous ne l'auriez pas eu, vous, Américains, et que moi, Français, elle ne me viendrait plus!

**L'Amér.** — Comment vont-ils s'y prendre alors pour fonder la République, si, comme vous le dites, ils ne savent pas ce que c'est?

**Le Fr.** — Ils ne l'établiront pas; et au lieu d'avouer leur impuissante ignorance, ils diront que le peuple français n'est pas encore mûr pour la posséder et que c'est la faute des Républicains qui n'ont pas voulu croire au républicanisme de tous ceux qui les ont trahis et assassinés en 1851.

**L'Amér.** — Je comprends que pour fonder la République il faille des Républicains; y en a-t-il?

**Le Fr.** — Pourquoi? Paris n'en aurait-il pas? Vous en avez bien, vous en 1776.

**L'Amér.** — C'est vrai! mais en 1776 on ne disait pas que nos pères étaient Anglais, tandis que j'entends dire à tous les Français qui tiennent la plume, que la majorité des Français n'est pas républicaine.

**Le Fr.** — Je vous avoue ne pas comprendre ce que cela signifie contre la République. Est-ce que le droit de choisir ceux que je paye pour me servir et non pour m'opprimer, ce qui est la République, n'existe pas parce que ceux qui votent avec moi et qui ont la majorité, ne le comprennent pas et en font litière au premier dynaste qu'ils rencontrent?

**L'Amér.** — Certainement votre droit existe!

**Le Fr.** — Eh bien! s'il existe, la République est de droit naturel. — Maintenant, parce que mon père a cru qu'un monarque ferait son bonheur, et qu'il l'a choisi, est-ce que le pouvoir qu'il s'est arrogé de m'imposer un chef de son choix, me supprime (lorsque j'arrive à l'âge d'être électeur) mon droit de choisir moi-même aussi, le serviteur politique que je préfère.

**L'Amér.** — Pas le moins du monde. Une génération n'a pas le droit d'enchaîner les droits de la suivante.

**Le Fr.** — Cependant, si l'on s'oblige à garder le chef politique pour lequel je n'ai ni concouru ni voté.

**L'Amér.** — Vous êtes victime d'un abus de pouvoir, rien de plus.

**Le Fr.** — Alors, que signifie donc cette phrase sacramentelle débitée par les journalistes à leurs lecteurs imbéciles:

« La France n'est pas mûre pour la République »

Eh quel! c'est parce que je ne suis pas Républicain qu'on me supprime mes droits, et c'est pour mon bien qu'on me donne la monarchie!

Mais alors autant dire que c'est parce que je ne sais pas les mathématiques qu'on ne me fait pas mon compte, qu'on me trompe, et que c'est pour mon bien!

Si nous ne devons vivre en République que lorsque nous serons assez éclairés pour raisonner avec intelligence de nos droits et ne plus vouloir de rois, autant dire que nous ne planterons des arbres que lorsqu'ils nous auront donné de leurs fruits, que nous ne toucherons à un pinseau, à une plume, que lorsque nous saurons écrire, que nous n'aurons le droit d'aller à l'eau que lorsque nous saurons nager.

Cependant, comment apprendre à nager si l'on ne va pas à l'eau?

Comment cueillir des fruits si l'on n'a pas planté d'arbres d'avance?

Comment devenir républicain s'il n'y a pas des institutions républicaines qui nous instruisent de nos droits et de nos devoirs.

Si vingt ans d'impérialisme ont fait la France monarchique, quelques années de République la feront indubitablement républicaine. Pourquoi ne pas commencer par le commencement.

**L'Amér.** — Cela serait rationnel! J'en conviens.

**Le Fr.** — Si cela est rationnel, pourquoi ne le fait-on pas!

**L'Amér.** — Parce que... parce que tout se fait au rebours du sens commun dans votre pays.

**RECEPTION D'UN COMMUNIER**

À la fin du XII<sup>ème</sup> siècle.

Dans les sociétés les plus démocratiques et les plus régulièrement gouvernées, il arrive toujours un moment où les justes ne peuvent avoir raison des méchants et des scélérats qui les gouvernent, autrement que par une manifestation illégale, en quelque sorte et préparée en secret.

C'est le cas qui se présente en France actuellement. Ses gouvernants se croient tout permis, et il n'y a plus de justice à attendre de leur part.

Parce que les paysans les ont élus, ils s'imaginent qu'ils leur ont donné aussi le droit de ballonner et de tyranniser tous ceux qui les méprisent.

C'est donc désormais à repousser une aussi cruelle tyrannie que le peuple français doit se préparer.

Les choses ne se passeront pas comme autrefois, chaque siècle a son tempérament et sa manière d'agir différente; néanmoins, comme on est bien aise de savoir comment nos ancêtres s'y prenaient pour obtenir justice, ne fut-ce que pour ne pas répéter ce qu'il y aurait de défectueux dans leurs procédés, nous allons donner l'analyse de la réception d'un communier de la fin du XII<sup>ème</sup> siècle.

Quand les opprimés de France et d'Italie juraient la commune et se promettaient d'être libres, voici le dialogue qui s'établissait entre les membres de la réunion et le candidat qui demandait à en faire partie.

L'aspirant était amené au milieu du groupe, les yeux bandés. — Ce groupe tenait ses séances, tantôt dans un bois, tantôt dans un souterrain, tantôt dans une immense barque, au milieu d'une rivière, mais toujours la nuit.

- Qui es-tu!
- Un pauvre diable, indigné de l'injustice qui nous accable.
- Que veux-tu!
- Devenir loup, pour y remédier.
- En sais-tu les devoirs!
- Réveiller les moutons, mordre les chiens, dévorer les bergers!
- Qui sont les moutons!
- Les serfs qui travaillent pour un maître!
- Les chiens!
- Les gardes, les séculiers, les prêtres, les intendans.
- Les bergers!
- Les maîtres, les nobles, les papes et les rois!
- De ces bergers, quels sont les pires!
- Les plus puissants!
- Qu'as-tu fait pour être loup!
- J'ai juré haine aux bergers, j'ai frappé les chiens et j'ai tenté de séduire les moutons!
- Qu'est-ce qu'un loup selon toi!
- Celui qui s'obéit à personne, mais qui suit pourtant les ordres d'un chef de son choix.
- N'est-ce rien de plus!
- C'est encore celui qui veut tout le fruit de son travail et qui veut le consommer conformément à la loi de fraternelle justice qui l'unit à ses égaux.
- Juras-tu de faire une guerre inépuisable aux moutons obstinés, et implacable aux chiens et aux bergers!
- Je le jure!
- Juras-tu d'exterminer les bergers et les chiens, et de chasser les moutons qui ne viendront pas parmi nous!
- Je le jure!
- Juras-tu, si le sort le prescrit, de tuer les chiens et les bergers qui auront été condamnés par le tribunal des loups!
- Je le jure!
- Sur quel!
- Sur ma vie. Je n'ai que cela!
- Sais-tu à quoi tu t'exposes si tu manques à ton serment!
- A la mort, je le sais!
- Si seulement tu révéles le secret de notre association!
- A la mort également!
- Veux-tu jurer d'aider et de secourir les loups de ton courage, de ton intelligence, de ta force et de ta fortune au besoin!
- Je le jure!
- Veux-tu jurer de ne jamais faire la guerre aux loups!
- Je le jure!
- De ne jamais rien révéler de ce que tu verras faire et entendras dire parmi nous!
- Je le jure!
- D'apprendre aux tiens à mépriser et à ruiner l'influence des bergers et de leurs chiens!

— Je le jure !  
— Sois donc des nôtres et compte sur nous comme désormais nous allons compter sur toi !

Cette cérémonie terminée, l'opprimé prenait place parmi les affiliés, et retrouvait là souvent tous ses amis et ses voisins qu'il avait fait introduire parmi eux parce qu'ils le connaissaient depuis longtemps pour un homme bonneté, courageux et discret.

Un autre résultat, c'est que tous ces hommes se connaissent pour appartenir à la même association, avaient toutes sortes de complaisances et de bontés les uns pour les autres, ce qui n'arrive plus depuis que les hommes ne courent plus ensemble quelques dangers.

CORRESPONDANCES.

Le Comité Central Républicain du Havre  
A L'UNION REPUBLICAINE.

Section de New-York.

Citoyens,

Vous nous avez choisi pour être le lien entre les Sociétés Républicaines de France et l'Union Républicaine de langue française, c'est un honneur dont nous vous sommes reconnaissants et dont le Comité Central Républicain saura se montrer digne.

Nous sommes navrés comme vous de l'incorrigible prétention de la réaction de continuer à vouloir nous coucher dans les fermes étroites du passé ; ni nos malheurs, ni l'expérience de quatre-vingt ans, rien n'a pu les faire revenir de leurs tendances ; ils sont ce qu'ils étaient et resteront tels.

C'est une nouvelle preuve que pour nous, Républicains, il n'y a pas d'espoir de les ramener à nous par des concessions qui nous affaiblissent sans les rapprocher du grand parti de la Révolution.

Nous croyons utile de vous faire connaître notre opinion sur les récents événements de Paris.

Nos renseignements ont été dès le début, trop incomplets et trop discordants pour nous permettre de nous prononcer formellement.

La masse du peuple Française et les Républicains eux-mêmes, n'ont généralement pas compris dès l'abord toute l'importance et toute la grandeur de la Révolution du 18 Mars, sortie cette fois, on peut le dire sans crainte d'être démenti, des entrailles même du peuple de Paris.

Les calomnies et toutes les armes forgées aux ateliers des Bastilles et des Tartuffes, et dont le gouvernement de l'Assemblée et la presque généralité de la presse ont eu le triste courage de se servir, ont, en l'absence de nouvelles certaines, jeté parmi nombre de Républicains de la province, la défiance et même quelque irritation contre ces "inconnus" qu'on accusait de vouloir renverser la République. — Et pourtant, qui est plus à suspecter, sous ce rapport, que l'Assemblée elle-même ! —

Ce qui a surtout suspendu l'approbation des Républicains de la province à la Révolution du 18 Mars, c'est la conduite qu'ont tenue la plupart des députés et des maires de Paris ; " nous ne pouvons, disaient-ils, qu'attendre leurs résolutions ; ce sont des hommes chers à la démocratie et qui méritent toute notre confiance."

A notre avis, en parlant ainsi, on céda trop à la superstition du nom propre ; on oubliait que, dans de tels cas, les principes seuls sont à considérer, et que, tout en leur rendant hommage et en vénérant les hommes qui ont noblement servi la cause républicaine, notre assentiment ne peut aller jusqu'à leur sacrifier nos principes.

Les Citoyens ne doivent avoir pour point de repère que les principes républicains ; le devoir avant tout.

Les principes proclamés par le Comité Central de Paris, au nom de ses mandants, sont les conséquences logiques, nécessaires, du principe républicain, qui seul est juste et conforme à la nature des choses.

C'est pourquoi aujourd'hui, mieux renseignés, nous disons que les maires et les députés de Paris qui n'ont pas, dès le commencement, concouru fraternellement avec le Comité Central à l'émancipation communale de la ville de Paris, n'ont pas été à la hauteur de leur mission.

Les revendications de Paris étant conformes à la justice et au droit républicain, le devoir des maires et des députés était d'appuyer avec fermeté les droits légitimes et indivisibles de leurs électeurs, et non pas de chercher à obtenir, de part et d'autre, des concessions que l'Assemblée n'aurait faites qu'à regret et

avec l'intention arrêtée de les reprendre plus tard ; et que le Comité, de son côté, ne pouvait faire sans trahir son mandat.

Cette politique de conciliation entre ce qui relève de l'autorité et ce qui ne dépend que de la liberté, devrait être définitivement abandonnée par le parti républicain.

Nous ne pensons pas, avec Mr. Thiers, que certaines libertés qu'il nomme nécessaires, puissent être reconnues sans les autres tout aussi nécessaires ; notre opinion formelle à cet égard est, que toutes les libertés sont solidaires et que "toutes" doivent être garanties aux citoyens par la Constitution.

On ne pactise pas avec le passé qui ne veut rien céder ; on ne concède rien sur le droit qu'on détruit lorsqu'on veut l'entamer.

Le peuple de Paris l'a compris, et c'est à sa fermeté et à sa vigilance qu'il doit la conquête de sa souveraineté.

L'objet de la Révolution du 18 Mars est d'établir à Paris les institutions communales, avec toutes les garanties nécessaires à chaque citoyen pour le plein exercice de sa souveraineté ; son but, de sauvegarder la dignité et l'indépendance de Paris, son autonomie en un mot.

Cette Révolution a été amenée par deux sortes de causes ; l'une latente, le sentiment des droits civils, devenus communs à un nombre considérable des citoyens de Paris ; l'autre sensible, les insolentes provocations de l'Assemblée nationale, la conduite autoritaire d'un gouvernement fédératif et d'une Assemblée manifestant ouvertement, toutes les fois où il y a eu à décider entre le principe d'autorité et le principe de liberté, son attachement pour les institutions du passé et sa croyance que les déastres éprouvés par la France sont dus à l'affaiblissement des croyances religieuses, et que pour "sauver" la nation il y a urgence de la réintégrer par le catholicisme.

Comment s'étonner de la réponse du peuple de Paris à des prétentions aussi insensées ; qui peut nier, sans appuyer par cela même sur son ignorance de l'histoire, que la tendance manifeste et irrépressible des sociétés modernes est, au contraire, de se dégager essentiellement du catholicisme dont le rôle social est depuis longtemps terminé, et qui, aujourd'hui, ne contribue plus qu'à entretenir l'instabilité de nos sociétés politiques par l'appui qu'il donne constamment à ce qu'il y a de plus réactionnaire dans les sociétés européennes.

L'immense modification apportée dans notre régime politique, économique et social par la Révolution du 18 Mars a failli être méconnue ; la voix de la Révolution fut, quelques jours, couverte par les clamours qui s'élevèrent de toutes parts sur les auteurs de l'exécution des généraux Cl. Thomas et Ledoux. Le jour n'est pas encore fait sur cet événement, et pour en juger, nous devons entendre toutes les justifications ou explications.

Mais il en sera de cet incident comme de tant d'autres ; la Révolution de Paris restera et les peuples reconnaissants oublieront ces malheurs comme ils ont oublié les scènes de cruauté qui suivirent la prise de la Bastille.

La date du 14 Juillet 1789 est restée et restera toujours chère aux ardents amis de la justice et de la liberté. Telle sera dans l'avenir la Révolution de Paris du 18 Mars 1871.

Tous nos gouvernements ont abouti finalement au despotisme, parce que la centralisation et régnait sans contrôle ; un état était une masse informe, sans structure propre. Avec la décentralisation et la fédération des communes libres, nous aurons un véritable organisme social où le concours de tous, librement consenti, ne s'achètera plus au prix de l'oppression des différents centres ; et comme résultat final, par l'union des fédérations nationales, la Confédération de tous les membres de l'humanité.

Voilà l'idéal que présente à notre esprit la constitution dans notre France de la première Commune.

Et si, en dépit de toutes les entraves apportées à notre marche par les clergés et les rois, l'homme a conçu cet idéal et n'a pas craint d'en poursuivre la réalisation, c'est à la science qu'il doit cette fière assurance, c'est d'elle qu'il a acquies la certitude que le paradis n'est pas en arrière, mais en avant ; et que sa réalisation ne dépend que de notre courage et de notre vouloir.

Nous allons procéder prochainement à l'Havre à de nouvelles élections municipales. Tous nos efforts tendront à nous rapprocher, autant que les circonstances locales le permettront, de l'exemple donné par Paris ; nous ne donnerons notre appui qu'à ceux des candidats qui voudront résolument comme nous, l'autonomie de la commune du Havre.

Le Havre, qui a tant fait pour la cause républicaine doit tenir à honneur de n'être pas des derniers venus

dans l'arène des libertés communales.

Puisse la France chercher sa rénovation dans les institutions républicaines et dans la diffusion, sans acception de classes ni de sexes, de l'ensemble du savoir humain.

C'est à cette œuvre que nous nous consacrerons, et c'est en poussant le cri de nos pères, "Fais ce que dois, advienne que pourra", que nous entrons dans la lutte.

Voilà, citoyens, nos sentiments sur les événements qui viennent d'appeler l'attention de l'Europe et du Nouveau Monde sur notre pays et l'attitude que nous prendrons.

Le Comité Central Républicain du Havre se tiendra en communication suivie avec l'Union Républicaine, et nous vous ferons part de nos travaux, de nos succès ou de nos difficultés, ou pour faire appel à votre concours, le cas échéant ; en un mot, nous ne négligerons rien pour resserrer de plus en plus nos liens et solidariser nos tendances.

Recevez, citoyens, nos saluts fraternels,  
(Suivent les signatures.)

LES REPUBLICAINS DE ST. LOUIS

AUX PARISIENS.

St. Louis, 2 Mai 1871.

Citoyens,

En présence des événements terribles qui s'accomplissent dans Paris et ses environs, les Républicains de St. Louis ne peuvent plus contenir les sympathies que vos idées et votre courage ont éveillées dans leur cœur.

En conséquence, nous venons vous dire que nous sommes avec vous, et que nous approuvons votre conduite ; nous venons vous dire que nous sommes contre l'Assemblée de Versailles, et que nous condamnons ses menées.

Droits inaliénables de l'individu, les plus grandes libertés municipales dans la Commune, la République en France, les Etats-Unis d'Europe, voilà ce que vous voulez ; telle est la cause pour laquelle vous combattez.

Citoyens, nos ennemis communs ont beau vous calomnier, nous savons ce que le drapeau rouge représente. Nous déclarons que ce drapeau est le nôtre. Nous déclarons répudier le drapeau tricolore, qui, au nom de la patrie et de la liberté, est à jamais déshonoré.

L'Assemblée de Versailles, dont la majorité est composée de tout ce que les monarchies passées, l'ancienne noblesse et le vieux parti clérical ont de plus cyniquement réactionnaire, ne croit pas à la République. Elle n'a rien à nous offrir.

Si quelques-uns de ses membres parlent, s'ils jurent même en sa faveur, nous savons le cas qu'il faut faire des paroles et des serments de ces vieux rois de la politique.

Ce sont les actes qu'il faut examiner ; et, malheureusement, quand nous voyons ce que cette majorité a commis et ce qu'elle commet encore, nous sommes fiers de reconnaître que l'Assemblée conduirait la France à la monarchie si on ne l'arrêtait pas.

On vous accuse, parce que vous lutez contre une assemblée élue par le suffrage universel, de porter atteinte à ce suffrage. Selon nous, cette accusation porte à faux. L'Assemblée, élue pour décider s'il fallait faire la paix ou continuer la guerre, devait se dissoudre après avoir réglé cette question. En ne le faisant pas, en se continuant un mandat devenu illégitime, elle a commis une première usurpation.

L'Assemblée, en achetant la paix à force de milliards, et en livrant à l'ennemi un grand nombre de Français qu'elle considérait comme du bétail humain, a fait ce qu'une Assemblée républicaine n'aurait pas le droit de faire, et a commis ainsi une deuxième usurpation.

Ensuite, elle a commis ou laissé commettre des usurpations successives contre la liberté et la République, lorsque après la paix, elle a laissé Paris en état de siège ; lorsqu'on a condamné à mort des accusés politiques, et qu'on a ainsi rétabli la peine de mort en matière politique ; lorsque les réunions publiques ont été supprimées, les Républicains arrêtés, les journaux républicains suspendus ; lorsqu'elle a voulu déarmer les gardes nationales, les réorganiser pour en exclure les républicains et leur imposer des chefs dont les tendances monarchiques sont bien connues ; lorsqu'elle a cherché à introduire dans Paris des milliers de soldats ; et fait cela pour arriver à comprimer les aspirations républicaines avancées de la population parisienne, pour la mettre dans l'impossibilité de résis

ter à un coup d'état, et pour préparer ainsi les voies au prétendant le plus heureux.

Citoyens, cette assemblée usurpatrice, au lieu de demander à une dissolution opportune les moyens de cacher sa honte, a cru pouvoir la réparer en organisant une expédition prussienne à l'intérieur. Faible devant l'envahisseur, elle s'est montrée forte devant le Français et le patriote. Lâche contre des soldats, elle est devenue courageuse contre le Peuple. Elle a provoqué les Républicains. Elle vous a attaqués.

Citoyens, votre droit et votre devoir étaient de résister. Vous avez résisté, vous avez bien fait.

Etat de guerre entre Paris et Versailles, telle est donc la situation. Or, citoyens, la guerre, pour être utile, doit être complète, énergique, et prolongée jusqu'à la victoire ou à la défaite définitive.

Faites donc la guerre comme la guerre doit se faire. Dans Paris, brisez tous les obstacles qu'on oppose à votre action. Montrez à vos ennemis de Versailles que vous savez donner et braver la mort.

Tout compromis est devenu impossible. Résistez, résistez encore, résistez toujours.

N'écoutez pas surtout les vaines promesses de ceux qui disent qu'on se frapera que les chefs, et qu'on épargnera ceux qui ont été égarés. L'aristocrate dont on attaque les privilèges, rampe comme un serpent tant qu'il n'est pas le maître; il devient féroce comme un tigre, s'il est le plus fort. Souvenez-vous de Cavagnac et de Napoléon. Souvenez-vous des fusillades et des déjeunés de 48. Souvenez-vous de Lambessa et de Cayenne. N'oubliez pas que la répression sera d'autant plus grande que la peur et le danger auront été plus grands.

Nous hâtons de nos vœux les plus ardents l'ère pacifique des améliorations sociales; mais d'un autre côté, nous savons que, depuis la formation des sociétés, chaque conquête de la liberté, chaque progrès, est arrosé de flots de larmes et de sang. Cette loi de l'histoire est cruelle, mais elle est indélébile. Le devoir de chaque nation, de chaque génération, est de se montrer à la hauteur des épreuves qui les travaillent.

Paris remplit en ce moment une mission solennelle. S'il est digne de l'œuvre qu'il accomplit, et, comme nous le désirons, il sort victorieux de la lutte qu'il soutient, il rendra à la liberté et au progrès un service immense, et ses générations futures lui en seront éternellement reconnaissantes.

Adopté à l'unanimité moins une voix, par l'Union Républicaine de St Louis, dans sa séance du 7 Mai 1871.

(Suivent les signatures.)

Le Comité de Rédaction du

BULLETIN.

Iowa, Adams county, Iowa. 1er Avril 1871.

Citoyens,

Nous, les sous-signés, nous avons cordialement approuvé l'idée philanthropique et progressive de votre Bulletin et nous nous considérons membres de votre Association qui a pour but le développement intellectuel et physique de l'homme.

Dans l'intérêt même de ce progrès, nous croyons de notre devoir de dire notre opinion et de protester contre quelques idées émises dans un article publié en Mars, et qui a pour titre "LA SITUATION."

Dans l'article en question, l'auteur représente les Prussiens et tous les Allemands comme des scélérats immenses, des brigands, des voleurs, des égorgés, des sans-cœur et sans entrailles, des tartuffes, des violeurs de femmes, etc., etc.

Plus loin l'écrivain invite tout le monde à haïr de toutes ses forces ces infâmes Prussiens, parce qu'ils nous ont démontré le fait que le peuple français est vil, lâche, couard, et amoureux de lécher les bottes d'un maître.

Sur le progrès, l'auteur fait ensuite de tristes réflexions; il en désespère et conseille de se retirer de la lutte.

L'article finit par la déclaration énergique du signataire, que sa main se sécherait plutôt que de toucher celle d'un Allemand; seulement, dans un élan de générosité, il fait exception à la règle en offrant cet honneur à un Allemand républicain.

Maintenant voici notre réponse: Nous protestons contre le caractère que l'auteur donne au peuple allemand et au peuple français. La

masse du peuple allemand ne se compose pas de scélérats immenses, ni la masse du peuple français de vils, de lâches et de couards.

Les deux peuples sont comme des enfants mal menés; ils ont été des instruments aveugles.

Des siècles d'esclavage et de préjugé ont enchaîné leur intelligence et les ont empêchés de briser leurs liens. De là ces boucheries affreuses, fruits des passions adroitement allumées par les deux despotes.

Dans cette grande turberie, il y a eu probablement quelques atrocités de commises de part et d'autre, mais ce sont là des exceptions qui n'attachent nullement le caractère de l'un ni de l'autre peuple.

Nous protestons aussi contre la haine tant recommandée aux Français contre les Prussiens parce que ces derniers ont démontré aux premiers que le peuple est vil, couard et lâche. Quelle philosophie! Haïr quelqu'un pour vous avoir dit la vérité, même quand elle serait amère! — Mais cette démonstration n'existe pas heureusement, car les Prussiens ont seulement démontré leur supériorité dans l'art de tuer des hommes.

Quant à désespérer du progrès, à se retirer lâchement de la lutte à cause d'une défaite, nous ne sommes point de cet avis. Nous croyons au progrès. Le dernier siècle le prouve plus que jamais.

Les Républicains dans l'Amérique du Nord, dans l'Amérique du Sud, les rois détrônés en France, Isabelle chassée, l'Italie unie, l'Allemagne de même, le pape anéanti, le mouvement socialiste partout et le mouvement révolutionnaire prêt à éclater dans toutes les parties du globe, tout indique que le progrès marche, marche toujours.

Seulement, notre impatience devance sa marche et voudrait déjà voir la République Universelle réalisée de notre vivant. Impossible!

Il faut des combats avant. La lumière paraîtra, mais les ténébreux ne se retireront pas sans lutte; ne céderont pas dans un jour.

Cette confiance dans l'avenir nous rend heureux et nous réconcilie avec les erreurs même de l'auteur de l'article. Nous lui offrons cordialement la main, républicaine ou non, en le priant de faire à l'avenir des efforts pour unir et non pour diviser les peuples.

Pour finir, nous ajoutons: Imitons les Allemands de Chicago, qui, dans leur dernière grande fête, ont représenté la France et l'Allemagne se donnant la main; la France en République, l'Allemagne affaiblie de la couronne et du manteau impérial. La déesse de la Liberté enlève manteau et couronne, et la scène offre

DEUX GRANDES RÉPUBLIQUES UNIES.

(Suivent les signatures.)

NECROLOGIE

!!!

!!! PIERRE LEROUX !!!

La France vient de perdre en lui, son philosophe le plus profond, son savant le plus érudit, son penseur le plus dévoué aux classes laborieuses.

Un des premiers sur la brèche que le socialisme a fait aux bastions du vieux monde, il n'a jamais dévié d'une ligne, reculé d'un pas, fait la moindre concession aux privilégiés, il ne s'est jamais incliné devant le moindre préjugé.

Il a résisté à tout, à l'injustice, aux calomnies, à la prison, à l'exil, à la misère.

Fils de ses œuvres, il a dû son immense supériorité à son bon sens et à son grand amour pour l'humanité.

Certain qu'il possédait la synthèse sociale qui doit régénérer le monde, il a attendu patiemment que les peuples soient assez éclairés et assez justes pour la comprendre et l'adopter; et il est mort convaincu que le XIXème siècle ne s'achèvera pas sans que la solidarité, dont il a été le plus illustre apôtre et le plus ardent propagateur, ne soit devenue la religion naturelle des générations futures.

Il naquit à Rennes en 1798, où il fit de brillantes études; plus tard, obligé de se rendre à Paris et d'y travailler pour vivre, il se fit typographe et devint correcteur chez Didot.

En 1824, Dubois, son ancien camarade d'école, l'ayant rencontré dans l'imprimerie où il se proposait de faire imprimer le *Globe*, le prit comme collaborateur, et le voilà l'égal de MMrs. Broglie, Cousin, Guizot, Rémusat, Jouffroy et autres célébrités du temps, qui écrivaient aussi dans le *Globe*.

En 1831; il adhéra au St Simonisme et fit du *Globe*, où il était alors le rédacteur en chef, l'organe de la doctrine nouvelle, jusqu'au moment où Enfantin ayant posé la question du couple prêtre et de l'émancipation des femmes, il se retira, avec Bazar, de la communauté de la rue Monsieur.

Il crut ensuite, avec Jean Reynaud son illustre ami, la *Revue Encyclopédique*, puis l'*Encyclopédie nouvelle*, où il fournit les articles les plus variés et les plus remarquables sur les questions les plus diverses.

Il travailla ensuite à la *Revue des deux Mondes*, puis créa la *Revue Indépendante* avec Viardot, ne trouvant pas la *Revue des deux Mondes* assez avancée.

Ensuite il s'en alla à Boussac fonder une imprimerie avec laquelle il publia plusieurs œuvres et entre autres la *Revue Sociale*.

Lorsque la Révolution de 1848 arriva, il fut envoyé comme représentant du Peuple par le peuple de Paris à l'Assemblée Constituante et à la Législative; où il fut religieusement écouté par les hommes supérieurs de tous les partis de l'Assemblée.

Proscrit au coup d'état, il alla à Londres, puis à Jersey où il publia la *Grève de Sumner*; et après l'amnistie revint en France où il publia sa traduction du *Job* du prophète Isaïe.

Ce dernier ouvrage, fort peu connu encore, est la consécration de tous ses ouvrages précédents. Isaïe, c'est lui, et le poème de *Job* n'est autre chose que l'exposition de sa doctrine du progrès dans l'humanité.

Tout ce que Pierre Leroux a écrit est remarquable sans tous les rapports. Cependant, pour ceux qui n'ont que le temps de lire quelques uns de ses ouvrages, nous prendrons la liberté de leur indiquer de préférence, nos *Discours aux Philosophes*, nos *Politiques*, nos *Artistes*, le *Livre de l'Humanité*; ses articles intitulés: *Mystères du Christianisme*, *Égalité*, *Conscience*, *Conscience*, *Conscience*, *Christianisme*, *Ploutocratie*, *Calles*, etc., etc.

Pierre Leroux était bon, généreux, tolérant et d'une finesse d'esprit des plus rares.

Le socialisme lui doit une grande partie de ses plus formidables moyens d'attaque et de défense. Sa perte, comme celle de Proudhon, est une de celles qu'on ne remplace pas du jour au lendemain.

Tous ceux qui l'ont connu personnellement, le regretteront comme ami sincère et savant toujours prêt à donner sa science à tous; ceux qui ne l'ont connu que par ses ouvrages, regretteront qu'un pareil génie n'ait pas vécu encore vingt ans pour produire vingt ouvrages de plus.

!!! Aimé Suireau !!!

Encore un défenseur de la Liberté qui est mort de chagrin de voir la France vendue et livrée à la réaction européenne.

Aimé Suireau, ouvrier tailleur, était peut-être l'homme le plus connu de ses confrères en France; sous Louis Philippe, ce fut lui qui organisa et dirigea la grève contre les livrets.

Ardent républicain, la réaction ne lui pardonna pas de propager ses principes, et il fut condamné à mort pour les affaires de Rouen, ou pour mieux dire, pour la satisfaction de la bourgeoisie de cette ville.

Echappé de prison, il passa en Angleterre et de là vint en Amérique, où nous l'avons tous connu depuis, par son attachement enthousiaste à la République et sa haine acharnée contre la tyrannie, et surtout contre celle de Bonaparte, dont il se pouvait prononcer le nom sans colère.

Suireau a été président de l'Union Républicaine à New-York, et membre de l'*International*, où il s'est toujours maintenu à la hauteur de ses devoirs et des principes républicains. A ce titre, sa mort a été doublement pénible pour tous ses camarades.

Suireau a connu la misère sur toutes ses phases, on peut dire qu'il a passé 50 ans de sa vie à lutter contre les besoins de tous les jours, mais on peut dire aussi qu'il était aussi courageux qu'un homme peut l'être, et que personne ne peut se vanter de l'avoir vu un instant douter de l'avènement du progrès.

Il était incapable d'une faiblesse.

Républicain non seulement par l'idée, mais surtout par le cœur, il a dû être bien malheureux dans ses derniers instants, de voir les bourgeois écraser encore une fois la liberté à Paris, car il aimait ce Paris, dont il était un des dignes fils.